



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

<b>SERVICE/DIRECTION : GEP/VOIRIE</b>	<b>OBJET : RENOVATION ELECTRIQUE ET PLOMBERIE</b>
<b>Réf : CSK/CSK</b> <b>Réf : Ev242013</b>	<b>N°17 RUE NATIONALE</b>
	<b>PROROGATION AM VOI-AV-2024-02174</b>
	<b>Du 21/07/2024 au 30/09/2024</b>

**Le Maire de la ville de NIMES,  
Maire**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

**Vu** l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

**Vu** la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

**Vu** la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

**VU** la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

**VuVu** l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

**Vu** la Délibération du 12 décembre 2015 adoptant de nouvelles grilles tarifaires d'occupation du domaine public de la Ville de Nîmes 2016 : Marchés et Voirie,

**Vu** le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

**Vu** l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, règlementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

**Vu** l'Avis des services techniques

**Vu** la demande du pétitionnaire en date du 19/07/2024,

**Considérant** qu'il importe de faciliter les chantiers de toutes natures dans l'agglomération nîmoise, tout en préservant la libre circulation publique.

**ARRÊTE****ARTICLE 1 - STATIONNEMENT** du 21/07/2024 au 30/09/2024

- Les pétitionnaires, **IGE et ses intervenants** sont autorisés à stationner **entre 07H00 et 11H00 RUE DE LA GAUDE** angle **RUE NATIONALE** pour le chargement et déchargement de matériaux.

- Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant sur **1 emplacement au droit du N° 9 PLACE DU CHATEAU**. Seul le véhicule du pétitionnaire **IGE et ses intervenants** seront autorisés à stationner.

Du fait de la neutralisation de places de stationnement payant sur voirie, le pétitionnaire doit s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public **auprès des Finances Publiques**, qui s'élèvent à **216 euro(s)€** (calculée au m<sup>2</sup> par jour).

Les véhicules en infraction au présent arrêté, sont enlevés aux frais, risques et périls de leur propriétaire, à la diligence des Services de Police.

Si votre **emplacement est occupé** à l'arrivée du véhicule contactez la **Police Municipale au 04.66.02.56.00**.

**ARTICLE 2 - CIRCULATION** du 21/07/2024 au 30/09/2024

La circulation des véhicules est interdite **RUE DE LA GAUDE** entre 07h00 et 11h00.

*L'ensemble de la pré-signalisation : signalisation d'approche, de position, de fin de prescription sont mises en place par le pétitionnaire et sous sa responsabilité.*

**ARTICLE 3** - Il appartient au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. **L'accès des garages aux riverains est impérativement maintenu.**

L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage sont mis en place par le pétitionnaire sur le chantier, à ses frais et sous sa responsabilité **plus de 48h avant l'exécution des prescriptions.**

La signalisation nécessaire à la sécurité du public est assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé du chantier : **IGE 291 CHEMIN DE FONTAMPLE 30900 NIMES représentée par Monsieur Arnaud GAZE**

**ARTICLE 4** - Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté est **obligatoirement** affiché sur les lieux de l'autorisation de police de roulage.

**ARTICLE 6** - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

**ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER**

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- En cas de problème constaté, le pétitionnaire doit rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

**ARTICLE 8** - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées, un procès verbal est dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant est redevable d'une contravention de 5ème classe, et du paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

**ARTICLE 9** - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par  
délégation,  
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

**VOIES DE RECOURS ET DELAIS**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*